

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Grece-Menace-de-coup-d-Etat>

Grèce : Menace de coup d'État

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : samedi 14 avril 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans une interview publiée dans le journal français *Libération*, le 3 mars dernier, l'ancien premier ministre de François Mitterrand, Michel Rocard, âgé de 81 ans, déclarait : « *l'obligation de la décroissance conduit à la guerre civile. Ce n'est pas tenable et ça pose d'ailleurs une question majeure pour la Grèce qui subit une décroissance forcée : comment fait-on dans ce contexte pour maintenir des élections ? Il n'est pas possible de gouverner ce peuple en lui disant qu'il va perdre 25 % de son revenu dans les dix ans si on tient à payer toutes les dettes. Personne ne le dit, mais il ne peut y avoir d'issue en Grèce qu'avec un pouvoir militaire.* »

Trois jours plus tard, le journal espagnol *El Pais* publiait un article du sociologue Ignacio Sotelo qui concluait à propos de la crise grecque : « *La démocratie risque de disparaître dans un processus de transition au bord de la révolution sociale. La radicalisation que ce processus pourrait engendrer ne saurait être tolérée par les hautes classes de la société grecque ni probablement par leurs collègues européens, ce qui les amènent à justifier une forme d'intervention militaire* ». Plusieurs journaux britanniques ont exprimé la même idée. On pouvait lire notamment dans le *Daily Express* : « *Menace de coup d'État dans une Grèce en pleine crise économique.* »

Gardons-nous de considérer ces affirmations comme des délires. Malgré les immenses difficultés, le manque de continuité et l'absence de direction du mouvement populaire et l'horreur sociale qui s'étend à un rythme accéléré - que des élections qui n'offrent aucune perspective d'avenir, ne sauraient freiner - l'explosion sociale semble inévitable. La question n'est pas de savoir si elle va avoir lieu, mais quand, comment et quel en sera le résultat.

Cinq ans après la chute de la première fiche du jeu de domino - le marché de l'immobilier aux États-Unis -, il est clair que le capitalisme global est immergé dans une crise sans précédents, une crise structurelle et sans issue apparente.

Pour la première fois de son histoire, ce système ne peut rien offrir de positif aux classes populaires : ni un État de bien-être social qu'apporterait un *New Deal*, ni la « grandeur nationale » du fascisme, ni la société de consommation des « trente glorieuses » de l'après-guerre, ni même un « capitalisme populaire » au crédit facile et aux actions en bourse. Nous sommes à l'apogée du néocapitalisme qui ne peut promettre qu'une seule chose : du sang et des larmes. Une spirale cauchemardesque en chute libre de « dévaluation interne » dans laquelle les Français deviendront des Grecs, les Grecs des Bulgares, et les Bulgares des Chinois.

Dans ce contexte, la dernière Grande idée du système, la seule bataille qui lui reste, c'est la peur. Le seul combat permis, c'est de lutter pour la survie contre notre voisin, dans un monde où « l'homme deviendra un loup pour l'homme ». Un tel univers social, comme l'avait prévu Thomas Hobbes dans son ouvrage *Léviathan*, peut entraîner la légitimité d'un nouveau type de totalitarisme, notamment si les manifestations de la classe prolétaire prennent des formes désespérées comme les révoltes de Los Angeles en 1992, ou celles du roman *Talon de fer*, de Jack London, terrorisant la petite bourgeoisie avec le soutien d'une véritable anarchie ou d'une anarchie « inventée ».

Les mauvais présages s'accumulent. Le journal *Observer* publiait récemment que les plus importantes entreprises britanniques de la construction - sans doute en collaboration avec la police et les services secrets du MI5 - avaient créé une organisation mafieuse semi-publique pour mettre sous filature des travailleurs de gauche et des syndicalistes, qui sont inscrits sur une liste noire afin de les empêcher de trouver du travail. Des gouvernements de « technocrates » non élus, mais nommés par Berlin, l'abolition des conventions collectives (ce que même la Junte militaire n'avait pas fait), la guerre chimique contre les manifestants pacifiques, les arrestations et les procès de mineurs auxquels on applique la loi antiterroriste, les déclarations des pachydermes du gouvernement sur la légitimité de tanks pour protéger les banques... qu'est-ce donc, sinon un lent mouvement vers une dérive autoritaire ?

La mutation du capitalisme, depuis le processus la « destruction créative » à l'« évolution désastreuse », sape les fondements de la politique traditionnelle réformiste, à savoir, la bipolarité qui fait que le parti fait la politique parlementaire au Parlement, et les syndicats la bataille économique pour la croissance. On a besoin d'un autre type de politique de gauche, orientée vers la politique - et vers la lutte au niveau national pour trouver une solution aux problèmes sociaux. Pas dans le sens d'un mouvement guérillero, mais d'un mouvement qui donnerait l'impression d'avoir un projet de pouvoir hégémonique visant à la rénovation populaire et démocratique du pays.

Indépendamment des désaccords stratégiques, les forces de gauche doivent constituer un large front de défense des libertés populaires et démocratiques, et mettre en place les mécanismes nécessaires (au niveau de la contre-information, de l'organisation et des luttes, de la surveillance de l'adversaire, de l'autodéfense populaire, etc.), en faveur de la qualité de la lutte, de la solidarité et de la morale des batailles populaires. Dans le cas contraire, nous aurons tous mérité notre destin.

- Fragments tirés de la [versión es español](#)).

[El Correo](#). Paris, le 28 mars 2012.